

Vaccins, l'Europe au bord de l'explosion ?

Après une politique commune d'achat des vaccins, L'Union Européenne voit plusieurs de ses membres jouer perso. Etat des lieux.

Quand on apprend que la Hongrie se fournit en vaccins auprès de la Chine et de la Russie, que le Danemark et l'Autriche veulent coopérer avec Israël, et même se lancer dans des constructions d'usines pour développer un vaccin « nouvelle génération » pour 2012-2022, ou bien que l'Italie a bloqué un lot de vaccins Astra Zeneca qui devait être livré en Australie, on se pose la question de ces nouvelles alliances entre pays, autant motivées par des raisons médicales que géopolitiques.

Bien sûr, les failles dans l'approvisionnement européen n'y sont pas pour rien, mais il n'en fallait pas plus pour mettre le Parlement Européen en ébullition ! S'ajoute à ce climat ambiant trois variants du virus, plus contagieux que la première version, qui galopent à toute vitesse et se répandent dans la population à vitesse grand V.

Pour certains pays, comme la République Tchèque, très fortement touchés par le variant sud-africain, et qui ont passé commande auprès de Pékin pour le vaccin chinois, il y avait de toutes façons urgence à agir ! Il y aurait trop de lenteur pour attendre que l'Agence Européenne du médicament se coordonne avec l'Agence Tchèque du médicament et débloque suffisamment de vaccins pour vacciner une grande proportion de la population.

Ceci étant dit, le 11 mars dernier, l'Agence Européenne du médicament était en train d'étudier les données du vaccin russe Sputnik V, produit déjà à grande échelle, et dont la composition semblait déjà prometteuse pour conduire à une autorisation massive en Europe. En l'état actuel des lieux, on ne peut cependant qu'admettre que plusieurs Etats membres de l'Union Européenne s'affranchissent de Bruxelles pour s'approvisionner en vaccins.

A-t-on atteint la limite des commandes et distributions collectives, au prorata des populations, en passant par Bruxelles ? C'est ce qu'a semblé démontrer le Royaume-Unis, fraîchement sorti de l'Europe ! Par ailleurs, ce qui a conduit nombre de pays à se désolidariser des processus européens est le nombre de contaminations dans leur pays plus que le nombre d'habitants à vacciner. Ce n'est pas sans rappeler l'épisode des masques, où acteurs du public comme du privé s'étaient parfois lancés dans des commandes chacun de leurs côtés, comptant sur leurs propres contacts et circuits pour se les faire acheminer le plus rapidement possible !

Les différents pays de l'UE sont donc libres de s'approvisionner directement auprès des laboratoires, a rappelé la Commission européenne, une fois que la sécurité et l'efficacité des vaccins a été approuvée par leur agence nationale de santé.

La France pourrait-elle alors à son tour acheter des doses sans passer par l'Union Européenne ? Alors que l'Europe rappelle que le cadre européen est là pour garantir la solidarité entre Etats-membres et que les capacités de production vont s'accroître considérablement, il règne un certain désordre vaccinal européen qui a quelque peu mis à mal la confiance en l'institution.

L'Union Européenne souhaite donc accélérer sa collaboration avec les Etats-Unis, qui a déjà vacciné

20% de sa population, pour s'assurer que les usines pourront se procurer le matériel nécessaire pour augmenter leur capacité de production. Mais il faut savoir que les Etats-Unis ne sont pas seulement tournés vers l'Europe. Ils ont prévu, d'ici 2022, d'offrir 1 milliard de doses du vaccin Johnson Johnson aux pays d'Asie du Sud-Est. De leur côté, les chinois ont déjà distribué leurs vaccins à une soixantaine de pays dans le monde.

Chacun y va donc de sa stratégie ! Cependant, le ressenti général au sein de l'Union Européenne est celui de « la diplomatie du chacun pour soi » pourvu que le nombre de malades et de décès puissent baisser dans son pays.